ESI Preprints **Not Peer-reviewed**

Logique des nouvelles migrations cacaoyères vers la sous-préfecture de Worofla dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire

Kouassi Aya Madeleine, Doctorante
N'Guessan Kouassi Guillaume, Enseignant-Chercheur
Université Jean Lorougnon Guédé Daloa, Côte d'Ivoire

Approved: 09 November 2026
Posted: 11 November 2026

Copyright 2026 Author(s)
Under Creative Commons CC-BY 4.0
OPEN ACCESS

Cite As:
Kouassi, A.M., & N'Guessan, K.G. (2026). *Logique des nouvelles migrations cacaoyères vers la sous-préfecture de Worofla dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire*. ESI Preprints. https://doi.org/10.19044/esipreprint.11.2026.p226

Résumé

Depuis son introduction en Côte d'Ivoire, la cacaoculture fait l'effet d'une dynamique d'extension spatiale étroitement liée aux migrations agricoles et à la conquête progressive de nouvelles terres. Ce modèle, souvent qualifié de « front pionnier », a successivement concerné l'Est, le Centre-Ouest puis le Sud-Ouest du pays, contribuant à faire de la Côte d'Ivoire le premier producteur mondial de cacao. Toutefois, à partir des années 1990, la saturation foncière, le vieillissement des plantations et la multiplication des conflits d'accès à la terre dans les anciens bassins de production ont profondément modifié les conditions de reproduction de la cacaoculture. Dans ce contexte de crise et de quête de nouvelles terres pour la cacaoculture, de nouvelles migrations agricoles se font en direction des espaces longtemps restés marginaux à la grande expansion cacaoyère ; notamment dans le département de Séguéla dans le Nord-Ouest ivoirien, notamment dans la sous-préfecture de Worofla. L'objectif de ce présent article, est d'analyser la dynamique des nouvelles migrations cacaoyères vers la sous-préfecture de Worofla. Plus spécifiquement, il s'agit d'identifier le profil des migrants, expliquer les motivations de cette migration ainsi que les modalités d'accès à la terre dans ce nouveau front cacaoyer du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire. La méthodologie mobilisée a consisté en une recherche documentaire et en une enquête sur le terrain auprès d'un échantillon de 267 d'individus dans 7 villages de la sous-préfecture, à qui nous avons administré un questionnaire. Des entretiens ont été également réalisés avec les chefs de

communauté et les services de l'administration locale. Il ressort de cette étude que les migrants proviennent majoritairement des anciens bassins de production cacaoyère du Centre-Ouest et de l'Ouest de la Côte d'Ivoire et aussi du Burkina Faso. Ces nouvelles migrations sont le fait des ivoiriennes en particulier des Baoulés et des Burkinabés entre 2011 et 2015. Ce déplacement est caractérisé par une recherche de conditions favorables pour la mise en place de la cacaoculture et à la quête d'un bien-être socioéconomique.

Mots-clés : Migration agricole, Front cacaoyer, Foncier rural, Worofla, Côte d'Ivoire

The Rationale Behind the New Cocoa Migration to the Worofla Sub-Prefecture in North-Western Côte d'Ivoire

Kouassi Aya Madeleine, PhD student
N'Guessan Kouassi Guillaume, Lecturer and Researcher
Jean Lorougnon Guédé University, Daloa, Côte d'Ivoire

Abstract

Since its introduction in Côte d'Ivoire, cocoa farming has driven a process of spatial expansion closely linked to agricultural migration and the gradual expansion into new lands. This model, often described as a 'frontier expansion', has successively spread to the east, the centre-west and then the south-west of the country, helping to make Côte d'Ivoire the world's leading cocoa producer. However, from the 1990s onwards, land saturation, the ageing of plantations and the proliferation of conflicts over land access in the former production basins have profoundly altered the conditions for the continuation of cocoa farming. Against this backdrop of crisis and the search for new land for cocoa farming, new waves of agricultural migration are taking place towards areas that have long remained on the margins of the major cocoa expansion; notably in the department of Séguéla in north-western Côte d'Ivoire, particularly in the sub-prefecture of Worofla. The aim of this article is to analyse the dynamics of the new wave of migration to the cocoa-growing region of the Worofla sub-prefecture. More specifically, it seeks to identify the profile of the migrants, explain the reasons behind this migration, and examine the ways in which land is accessed in this new cocoa-growing frontier in north-western Côte d'Ivoire. The methodology employed consisted of a literature review and a field survey of a sample of 267 individuals in seven villages within the sub-prefecture, to whom we administered a questionnaire. Interviews were also conducted with

community leaders and local administrative authorities. This study reveals that migrants originate mainly from the former cocoa-producing regions of central-western and western Côte d'Ivoire, as well as from Burkina Faso. These new migrations were undertaken by Ivorians, particularly the Baoulé, and Burkinabés between 2011 and 2015. This movement is characterised by a search for favourable conditions for establishing cocoa farming and the pursuit of socio-economic well-being.

Keywords: Agricultural migration, Cocoa frontier, Rural land tenure, Worofla, Côte d'Ivoire

Introduction

La cacaoculture ivoirienne s'est historiquement développée à travers une succession de fronts pionniers alimentés par d'importants mouvements migratoires internes et transfrontaliers. Après son développement dans le Sud-Est, la cacaoculture s'est progressivement diffusée vers le Centre-Est, avant de s'étendre aux régions forestières du Centre-Ouest et du Sud-Ouest. Cette expansion a été favorisée par l'amélioration des infrastructures de transport et l'ouverture du port de San-Pedro en 1972 (G.J.IBO, 2007). Cette dynamique migratoire a fortement contribué à l'essor de la production nationale, permettant à la Côte d'Ivoire de passer d'environ 550 000 tonnes de cacao au début des années 1980 à plus de 2 millions de tonnes au cours des années 2018 et 2021 (FAO, 2021, p 3 ; F. RUF et al., 2020, p 4). Grâce à cette performance, le pays demeure depuis plusieurs décennies le premier producteur mondial de cacao (F.K. KOUADIO, 2022, p 379). Cependant, cette réussite économique s'est accompagnée d'une forte pression sur les ressources foncières et forestières. À partir des années 1990, les principaux fronts pionniers connaissent une saturation progressive des terres disponibles, le vieillissement des vergers, la baisse de fertilité des sols ainsi qu'une recrudescence des conflits fonciers (M.A. KOUASSI et al., 2024, p 231). Plusieurs analyses laissaient alors penser que la dynamique d'expansion spatiale de la cacaoculture atteignait ses limites structurelles. Pourtant, contrairement à cette perspective, de nouveaux espaces de production émergent depuis les années 2000 dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, notamment dans le département de Séguéla. Longtemps restée en marge de la géographie cacaoyère nationale, cette région attire aujourd'hui de nombreux migrants agricoles provenant des anciens bassins de production. La disponibilité relative des terres, les opportunités foncières et l'espoir de reproduire les trajectoires de réussite observées dans les anciens fronts pionniers favorisent cette nouvelle mobilité. Le département de Séguéla est ainsi devenu une zone de production cacaoyère en pleine expansion, avec 2 154 hectares emblavés en 2018 contre 1 962 hectares en 2009, soit une

croissance d'environ 10 % (E.K. YAO et al., 2024, p 148). C'est dans ce contexte que se situe le paradoxe de cette recherche : alors que les anciens fronts pionniers semblent avoir atteint leurs limites foncières, économiques et environnementales, de nouvelles migrations agricoles contribuent à l'émergence d'un nouveau front cacaoyer dans le Nord-Ouest ivoirien. Cette situation interroge les mécanismes qui sous-tendent la poursuite de l'expansion cacaoyère dans un contexte national marqué par la raréfaction des terres cultivables et les impératifs de durabilité. La sous-préfecture de Worofla constitue à cet égard un terrain d'observation privilégié. Elle accueille un nombre croissant de producteurs issus des anciens bassins cacaoyers qui y développent de nouvelles exploitations. Dès lors, une interrogation centrale se dégage : comment s'organisent les nouvelles migrations cacaoyères vers la sous-préfecture de Worofla et dans quelle mesure participent-elles à la recomposition du front cacaoyer dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire ?

L'objectif général de cet article est de comprendre la dynamique de recomposition du front cacaoyer dans le Nord-Ouest ivoirien à travers le cas de la sous-préfecture de Worofla. Plus spécifiquement, il s'agit d'analyser le profil des migrants, d'identifier les motivations qui sous-tendent leur mobilité et d'examiner les modalités d'accès à la terre ainsi que les conditions de leur installation dans ce nouveau front cacaoyer.

1. Matériels et méthodes

1.1. Présentation du cadre spatial de l’étude

La Sous-préfecture de Worofla est située est au Nord-ouest de la Côte d’Ivoire. Elle fait partie du département de Séguéla qui est le chef-lieu de région et de département de la région du Worodougou. La localité de Worofla est limitée au Nord par la Sous-préfecture de Djibrosso, à l’Est par les Sous-préfectures de Kani et de Diarabana, à l’Ouest par le département de Touba et au Sud par les Sous-préfectures de Séguéla et Sifié (Figure 1). Avec une superficie de 2 100 km², la Sous-préfecture de Worofla compte 66 713 habitants (RGPH 2021).

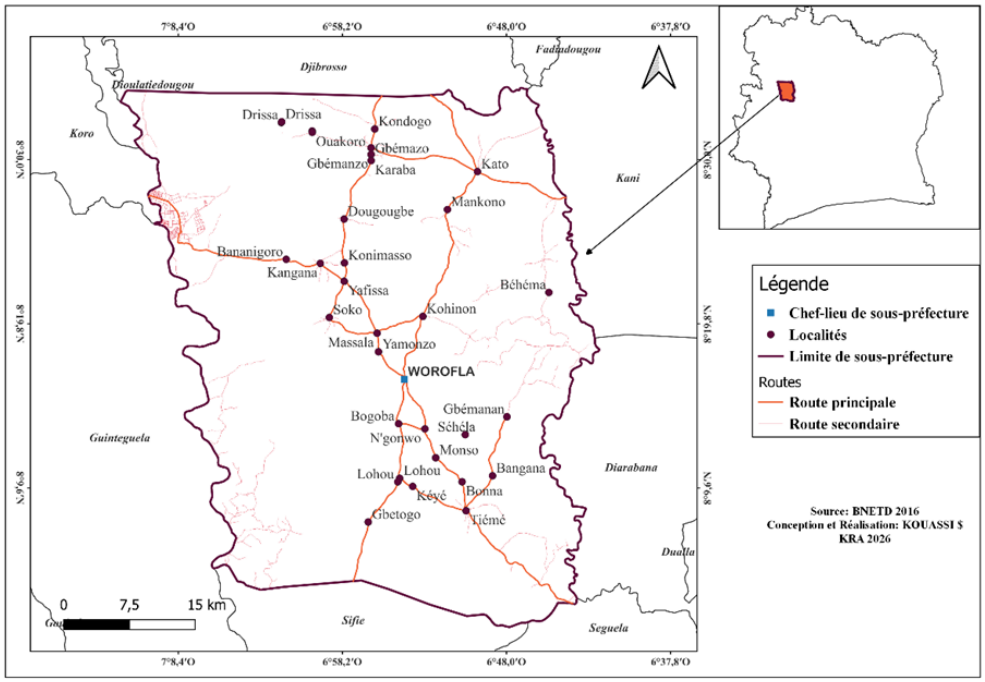


Figure 1 : Localité de la zone d'étude

1.2. Matériels et outils de collecte des données

Divers matériels ont été utilisés pour la collecte des données primaires et secondaires. Il s'agit des rapports d'étude, mémoire, statistiques agricoles, de guides d'entretien et de questionnaires.

1.2.1. Méthodes de collecte des données

Pour la collecte d'informations, l'étude s'est appuyée sur une revue de la littérature en rapport avec l'économie de plantation en Côte d'Ivoire en général et sur la culture de cacao en particulier. Elle a été complétée par des enquêtes de terrain menées en Janvier 2026. Elles ont consisté à administrer un questionnaire aux cacaoculteurs, à réaliser des entretiens avec les structures intervenant dans l'agriculture. Le choix des localités enquêtées a obéi à plusieurs critères qui sont : la couverture géographique, la production et la dynamique culturale. Ainsi 7 villages ont été retenues sur les 35 villages que compte la Sous-préfecture. Ce sont Gbémazo, Gbétogo, Gnanfissa, kangonan, Kato, Kohimon, Worofla.

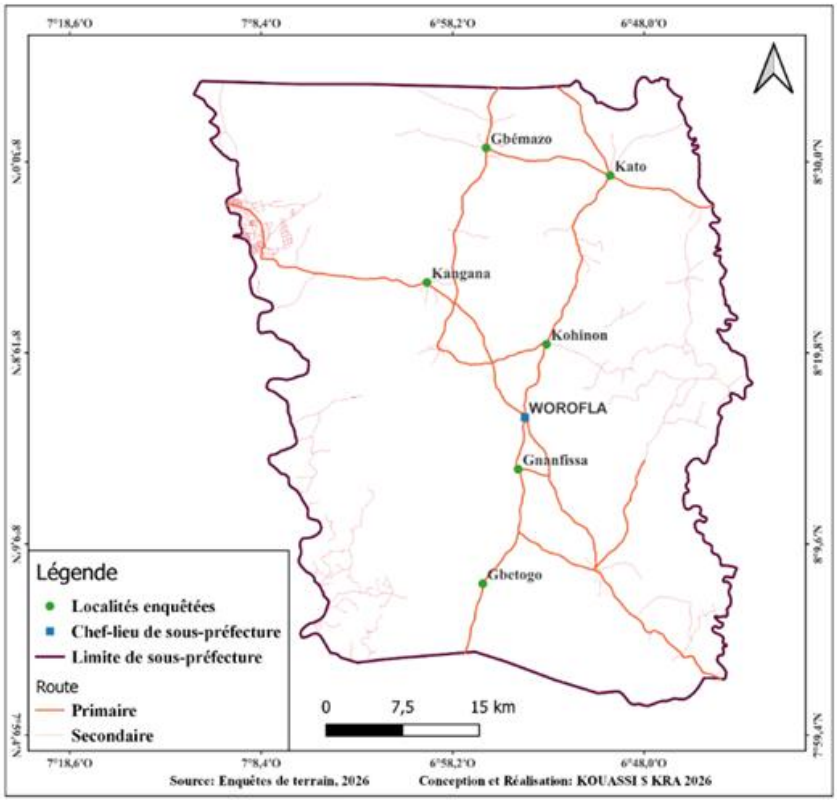


Figure 2 : Les localités d'enquêtées dans la sous-préfecture de Worofla

1.2.2. Méthode d'échantillonnage

En l'absence de base de données relative à l'effectif des cacaoculteurs dans la sous-préfecture de Worofla, la méthode non probabiliste (choix raisonné) a été retenu pour déterminer l'échantillonnage. En effet, cette loi stipule qu'en absence de base statistique, l'échantillonnage peut se faire en suivant un choix raisonné à condition de retenir au moins 30 individus (E. K. YAO et al, 2024, p149). Sur cette base, un échantillon de 267 planteurs de cacao de la sous-préfecture de Worofla a été constitué. Ainsi, ces informations ont permis de réaliser le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Répartition des nouveaux migrants cacaoyers par village

Localités d'enquête	Enquêtés retenus
Gbémazo	34
Gbétogo	34
Gnanfissa	32
kangonan	32
Kato	43
Kohimon	51
Worofla	41
Total	267

Source : Enquête de terrain, janvier 2026

2. Résultats

2.1. Profil socio-démographique des nouveaux migrants vers la sous-préfecture de Worofla

2.1.1. Une zone de provenance dominée par les anciens fronts pionniers Ivoiriens

La zone de départ des nouveaux cacaoculteurs de la sous-préfecture de Worofla est très diversifiée. Ces migrants viennent de plusieurs régions de la Côte d'Ivoire et aussi de la sous- région (Figure 1).

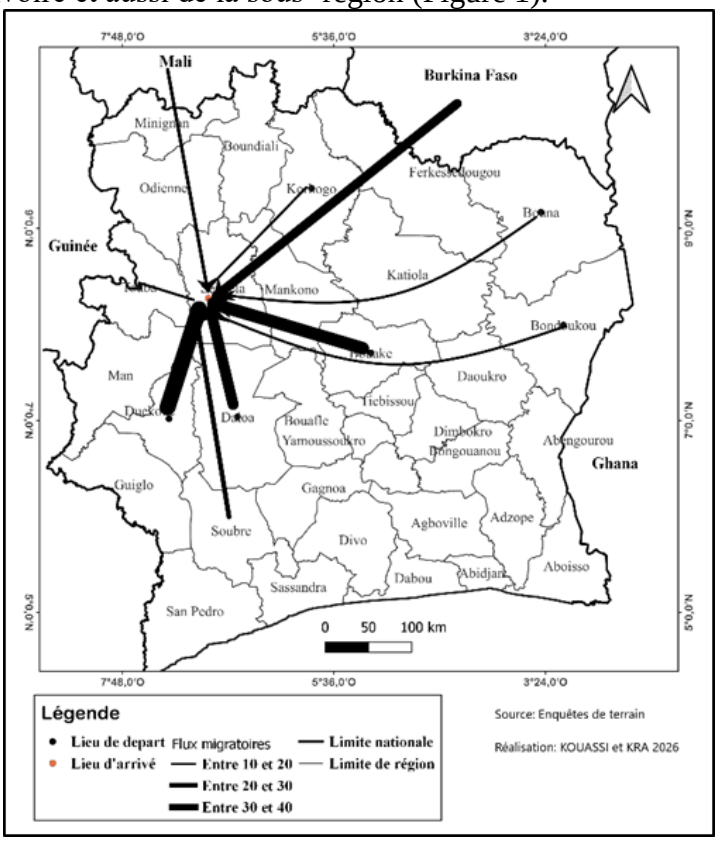


Figure 3 : Flux migratoires dans la sous-préfecture de Worofla (Séguéla)

Á l'échelle nationale, les anciens fronts pionniers de l'Ouest et du Centre-Ouest, notamment le Guémon (36,29 %) et le Haut-Sassandra (27,78 %), constituent les principales zones de départ des nouveaux migrants cacaoyers installés dans la sous-préfecture de Worofla. À eux seuls, ces espaces représentent plus de la moitié des zones de départ nationales, soit 64,07 %. Ils sont suivis par le Sud-Ouest (San-Pédro) avec 7,59 %, la Bagoué (7,17 %), le Poro (5,48 %), le Bounkani (5,06 %) et le Bafing (3,38 %). La prédominance des régions de l'Ouest et du Centre-Ouest traduit l'ancienneté de ces fronts et le cycle de l'économie de plantation en Côte d'Ivoire. En effet, une région est défrichée, l'économie connait un essor,

tombe en déclin par la suite et les populations migrent vers une nouvelle zone disposant des ressources forestières disponibles. En revanche, la faible contribution du Sud-Ouest, en particulier de la Nawa et de San-Pédro, indique que cette région demeure la dernière zone pionnière à l'échelle nationale. La faible représentation des autres régions du pays dans la sous-préfecture de Worofla, notamment celles du Centre, du Nord et du Nord-Est, s'explique principalement par le développement récent de la culture de l'anacarde dans ces espaces. Par ailleurs, l'étude met en évidence la présence de nouveaux migrants originaires de pays voisins, en l'occurrence le Burkina Faso et le Mali. À l'échelle sous-régionale, les migrants burkinabè sont largement majoritaires, représentant 99,33 % de l'ensemble des migrants étrangers. Cette forte prédominance illustre le rôle central des migrations dans l'histoire du développement de la cacaoculture en Côte d'Ivoire. La dynamique migratoire, tant interne que transfrontalière, témoigne ainsi de l'expansion continue de la cacaoculture vers la sous-préfecture de Worofla.

2.1.2. L'installation des nouveaux migrants cacaoyers de la Sous-préfecture de Worofla

L'installation des nouveaux migrants dans la sous-préfecture de Worofla s'est déroulée entre 2000 et 2026 (tableau 2).

Tableau 2 : Période d'installation des migrants dans la sous-préfecture de Worofla

Périodes	Effectifs	Pourcentage (%)
(2000-2005)	5	1,87
(2006-2010)	59	22,10
(2011-2015)	102	38,20
(2016-2020)	72	26,97
(2021-2026)	29	10,86
Total	267	100

Source : Nos enquêtes, 2026

L'analyse du tableau met en évidence une évolution progressive et différenciée de la migration cacaoyère dans la sous-préfecture de Worofla. La période 2000-2005 se caractérise par une très faible installation des migrants, représentant seulement 1,87 % de l'effectif total. Cette faible proportion s'explique par le caractère encore marginal de la culture du cacao dans la zone à cette époque. En effet, la sous-préfecture ne constituait pas encore un espace attractif pour les migrants cacaoyers, en raison de l'insuffisance des infrastructures agricoles, du faible encadrement technique des producteurs et de la disponibilité limitée de terres aménagées pour la cacaoculture. La période (2006-2010) marque le début d'une intensification du phénomène migratoire, avec 22,10 % de l'effectif total. La dégradation des plantations dans les anciennes zones de production du centre-ouest et du sud-ouest forestiers, combinée à la recherche de nouvelles terres agricoles

plus fertiles et financièrement accessibles, a favorisé l'installation de migrants dans la sous-préfecture de Worofla. À partir de cette période, la filière cacao commence ainsi à jouer un rôle structurant dans l'orientation et l'organisation des flux migratoires ruraux. La période (2011-2015) constitue le pic des installations de migrants cacaoyers, avec 38,20 % de l'effectif total. Cette forte concentration s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs. Entre 2016 et 2020, bien que la filière cacao demeure attractive, un ralentissement des installations est observé, avec 26,97 % des migrants recensés. Cette baisse relative s'explique par la saturation progressive du foncier agricole et l'intensification des conflits fonciers opposant populations autochtones et migrants. À ces contraintes s'ajoutent le vieillissement des plantations, la baisse des rendements liée aux maladies et aux ravageurs, ainsi que la vulnérabilité économique des producteurs. L'ensemble de ces facteurs a progressivement réduit l'élan migratoire observé au cours de la période précédente. Enfin, la période (2021-2026) enregistre la proportion la plus faible de migrants, avec 10,86 % de l'effectif total. Cette tendance traduit un essoufflement du modèle de migration cacaoyère dans la zone d'étude.

2.1.3. Une population migrante aux origines multiples

Les migrants cacaoyers de la sous-préfecture de Worofla sont d'origines multiples (Tableau 3).

Tableau 3 : Nationalité ou ethnie des migrants de la sous-préfecture de Worofla

Statut	Origines	Nationalité ou ethnie	Effectif	Pourcentage (%)	
Migrants	Régions ivoiriennes	Ando	1	0,38%	64,05%
		Baoulé	110	41,20%	
		Lobi	18	6,74%	
		Odiénnéka	8	3%	
		Sénoufo	31	11,61%	
		Tagbana	3	1,12%	
	Etrangers	Burkinabé	93	34,83%	35,95%
		Malien	3	1,12%	
Total			267	100%	100%

Source : Nos enquêtes, 2026

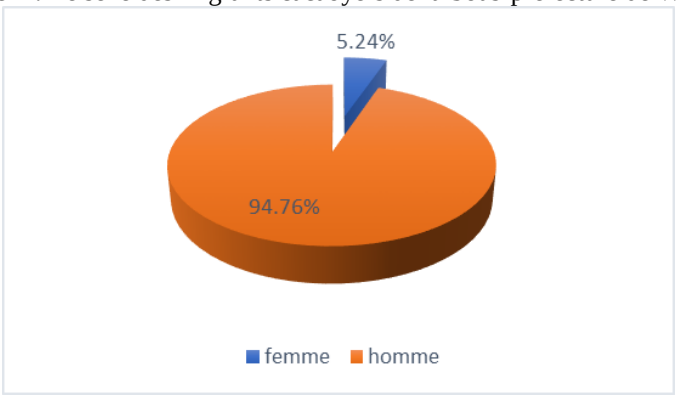
L'analyse du tableau relatif met en évidence une population migrante caractérisée par une forte diversité, mais également par une structuration dominante de certains groupes. D'un point de vue global, les migrants ivoiriens représentent la majorité de l'échantillon avec 64,05 %, contre 35,95 % pour les migrants étrangers. Cette distribution traduit une migration principalement interne, mais fortement articulée à des dynamiques d'installation d'étrangers, en particulier burkinabè. En effet, ces derniers constituent le principal groupe de migrants étrangers avec 34,83 %, soit une

proportion relativement proche de celle des migrants ivoiriens pris individuellement dans leur ensemble, ce qui souligne leur importance dans la structuration du peuplement migratoire. Au sein des migrants ivoiriens, l'analyse révèle une forte concentration ethnique dominée par les Baoulé (41,20 %), qui constituent le groupe le plus représenté de l'ensemble de la population enquêtée. Cette prédominance témoigne de leur forte implication dans les dynamiques migratoires et agricoles de la zone d'étude.

2.1.4. Une migration cacaoyère à dominance masculine à Worofla

Les personnes du sexe masculin sont les plus nombreuses dans la migration rurale vers la sous-préfecture de Worofla (Figure 4).

Figure 4 : Le sexe des migrants cacaoyers de la Sous-préfecture de Worofla



Source : Nos enquêtes, 2026

L'analyse de la figure montre que plus de 2/3 des nouveaux migrants sont de sexe masculin avec 94,76%. Quant aux femmes, elles ne représentent seulement que 5,24%. Cette faible proportion des femmes explique qu'elles soutiennent les hommes dans les travaux champêtres en tant qu'épouses. Elles ne prennent pas l'initiative dans la création d'une plantation car les premiers travaux sont pénibles et insoutenables pour une femme.

2.1.5. L'âge des nouveaux migrants cacaoyers de la Sous-préfecture de Worofla

La tendance à la migration est différemment exprimée selon les classes d'âge dans la sous-préfecture de Worofla (Tableau 4).

Tableau 4 : Répartition des migrants selon l'âge à l'arrivée

Groupe d'âges à l'arrivée	Effectif	Pourcentage
15-24	106	39,70%
25-34	82	30,71%
35-44	71	26,59
45-60	8	3%
Total	267	100%

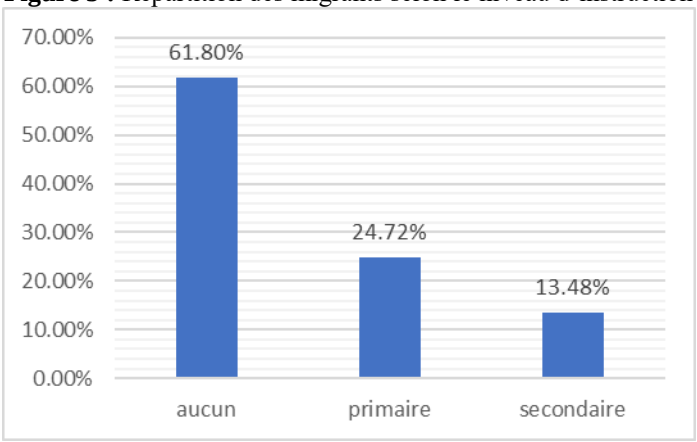
Source : Nos enquêtes, 2026

Plus de 97% des migrants sont arrivés à Worofla à un âge compris entre 15 et 44 ans, soit respectivement 39,70 % ; 30,71 % et 26,59% pour les classes de 15 à 24 ans, de 25 à 34 ans et de 35 à 44 ans. En effet, cette forte proportion pour les plus jeunes (15-24), révèle que la dynamique migratoire vers Worofla repose principalement sur des jeunes en quête d'insertion économique et sociale. À cet âge, la migration apparaît comme une stratégie d'accès à la terre et à l'autonomie financière, particulièrement dans un contexte de pression foncière dans les zones de départ. Quant à la tranche des 25–34 ans, elle corresponde à des migrants en âge d'installation familiale et de consolidation économique. Leur présence significative traduit une migration de travail structurée, orientée vers un projet agricole durable, notamment l'investissement dans la cacaoculture. Pour la tranche de 35-44, il s'agit souvent d'individus disposant déjà d'une certaine expérience agricole. La faible présence de la tranche des 45-60 signifie que la migration cacaoyère vers Worofla n'est pas principalement le fait de populations en fin de carrière, mais plutôt de personnes en phase active de leur cycle de vie.

2.1.6. Une migration dominée par un taux d'analphabétisme élevé

Les modes et méthodes d'exploitation des espaces agricoles étant encore rudimentaires et archaïques, aucune qualification n'est requise. C'est l'explication de cette prédominance d'analphabètes migrants (Figure 5).

Figure 5 : Répartition des migrants selon le niveau d'instruction



Source : Nos enquêtes, 2026

L'analyse de la figure montre que les personnes sans niveau scolaire (analphabètes) sont les plus nombreuses dans la nouvelle migration rurale vers Worofla. Ils représentent près de 2/3, soit 61,80%. En plus des personnes sans niveau de formation scolaire, l'immigration vers Worofla a aussi intéressé les jeunes déscolarisés qui ont trouvé refuge dans la production cacaoyère. En effet, 24,72 % des migrants avaient abandonné

l'école seulement qu'au niveau primaire. Plus de 13 % se sont limités aux études secondaires.

2.1.7. La profession antérieure des migrants cacaoyers de Worofla

La majorité des migrants installés dans la sous-préfecture était principalement engagés dans des activités agricoles, tandis qu'une partie d'entre eux était sans emploi (Tableau 5).

Tableau 5 : Les activités antérieures des migrants de la sous-préfecture de Worofla

Activités antérieures	Effectifs	Pourcentage (%)
Aide familiale	46	17,23%
Ancien planteur	93	34,83%
Chauffeur	1	0,37%
Commerçant	3	1,23%
Jeune sans emploi	117	43,82%
Manœuvre agricole	7	2,62%
Total	267	100%

Sources : Nos enquêtes, 2026

L'analyse du tableau montre une forte prédominance des profils directement liés au secteur agricole. Il s'agit des anciens planteurs (34,83%), des aides familiales (17,23%) et les manœuvres agricoles (2,62%). Ils représentent plus de la moitié des activités antérieures des nouveaux migrants installés à Worofla avec 50,68%. En effet, en plus des anciens planteurs qui ont une forte expérience dans la création d'une plantation s'ajoutent les aides familiales et les manœuvres agricoles qui ont déjà été socialisés aux pratiques agricoles dans le cadre familial, sans toutefois disposer d'autonomie foncière ou économique. Cette homogénéité professionnelle favorise une intégration rapide dans l'économie cacaoyère locale et renforce le caractère agricole du front pionnier de Worofla. Les activités non agricoles sont aussi significatives. Les jeunes sans terres, les chauffeurs et les commerçants représentent 45,42%. La proportion élevée des jeunes sans terre (43,82%) traduit l'importance des dynamiques d'exclusion foncière dans les anciennes zones cacaoyères ou dans les régions d'origine. Elle révèle également la pression démographique sur les terres agricoles et la difficulté d'accès à la propriété pour les jeunes générations, ce qui les pousse à migrer vers de nouveaux fronts pionniers comme Worofla.

2.2. Les motivations des migrations cacaoyères dans la sous-préfecture de Worofla

2.2.1. Des migrations dans la sous-préfecture de Worofla : motivation par la recherche de terre

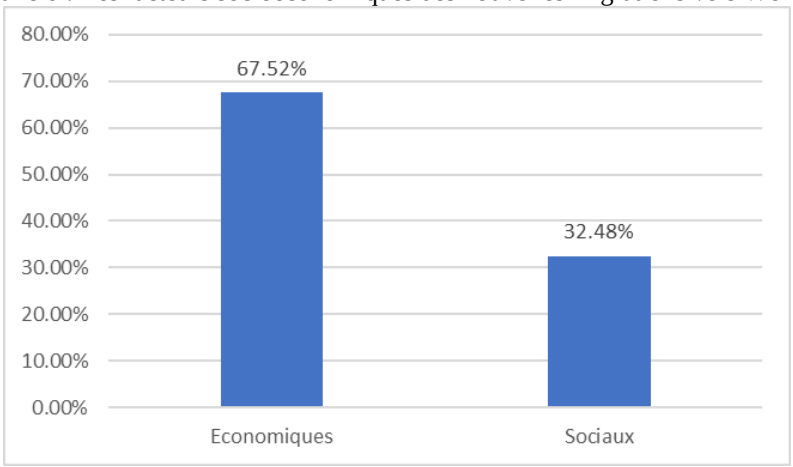
Les migrations cacaoyères observées dans la sous-préfecture de Worofla s'expliquent par la recherche de nouvelles terres propices à la

plantation du cacao. Les terres de Worofla, encore dotées d'un potentiel foncier important et moins dégradées, apparaissent comme un espace favorable à l'expansion de la cacaoculture. En outre, la possibilité d'étendre plus facilement les plantations constitue un facteur d'attractivité majeur. La relative accessibilité des ressources foncières à Worofla favorise l'installation des migrants et l'ouverture de nouvelles exploitations agricoles, contrairement aux zones saturées où l'accès foncier est devenu très limité et coûteux. Enfin, l'arrivée de ces producteurs est encouragée par l'attractivité de l'économie rurale locale, soutenue par les activités commerciales, la présence de main-d'œuvre et les petits emplois associés à la filière cacao. Cet environnement économique dynamique renforce la décision des migrants de s'installer durablement dans la sous-préfecture. L'enquête de terrain a montré que 41,20%, des migrations est liée aux facteurs environnementaux. Cette forte proportion des facteurs environnementaux explique l'importance des conditions écologiques dans les dynamiques migratoires liées à la cacaoculture. En effet, la dégradation des terres, l'épuisement des sols et la baisse de la productivité des anciennes plantations dans certains fronts pionniers et le manque de terres fertiles dans certaines régions ont poussé les producteurs à se déplacer vers Worofla disposant de terres encore fertiles et favorables à la culture du cacao.

2.2.2. Une motivation migratoire basée sur les caractères socioéconomiques dans la sous-préfecture de Worofla

Ces nouvelles migrations cacaoyères s'expliquent par les facteurs socioéconomiques (Figure 6). Ces migrations sont la quête de revenus plus élevés, le cacao demeurant l'une des spéculations les plus rentables du pays. Pour de nombreux producteurs, s'installer à Worofla représente une opportunité de relancer ou d'améliorer leurs revenus agricoles.

Figure 6 : Les facteurs socioéconomiques des nouvelles migrations vers Worofla



Source : Nos enquêtes, 2026

Les facteurs socioéconomiques sont relatifs au vieillissement des plantations, la culture du cacao demeure une source de revenus importante. Ainsi, 67,52% des migrations sont liées aux aspects économiques. Il s'agit de la fluctuation des prix du cacao et la baisse progressive des rendements liée au vieillissement des plantations, la culture du cacao demeure une source de revenus importante. Elle permet une certaine stabilité économique et la possibilité d'investir dans d'autres activités pour les planteurs. Ces derniers sont convaincus qu'il aura toujours un prix et un acheteur. C'est cet espoir qui a les poussé à se rendre à Worofla qui dispose de nouvelles terres propices à cette culture. Quant aux facteurs sociaux, 32,48% des migrants se sont déplacés pour ces raisons. Nos enquêtés nous ont signifié que la présence de parents, d'amis ou de membres d'une même communauté dans la sous-préfecture a motivé et facilité leur installation. Cela leur a offert un appui dans l'accès à la terre et dans l'intégration sociale. A cela aussi s'ajoutent les charges familiales et les conflits fonciers dans les zones de départ.

2.3. Les modalités d'accès à la terre dans ce nouveau front cacaoyer du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire

Dans les zones de colonisation agricole, l'accès à la terre représente un enjeu majeur pour les populations migrantes. Dans le nouveau front cacaoyer du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire précisément à Worofla, il existe diverses modalités foncières.

2.3.1. Le mode d'accès à la terre dans la sous-préfecture de Worofla

A Worofla, l'accès à la terre se fait selon plusieurs modes, souvent influencés par les relations sociales et les normes locales. Les principaux modes d'accès sont l'achat, l'héritage et le don. D'autres formes spécifiques existent, telles que le système de planter-partager (tableau 6).

Tableau 6 : Les modalités d'accès à la terre

Modalités d'accès à la terre	Effectifs	Pourcentage (%)
Achat	207	77,53%
Don	3	1,12%
Héritage	3	1,12%
Planter-partager	54	20,23%
Total	267	100%

Sources : Nos enquêtes, 2026

Les résultats présentés dans le tableau indiquent que l'achat est le mode d'accès au foncier prédominant chez les migrants, avec une proportion de 77,53%. Le taux élevé de l'achat de terre montre que l'installation des nouveaux migrants repose largement sur la commercialisation progressive du foncier rural. Autrefois dominé par les arrangements coutumiers et les

relations de tutorat, l'accès à la terre dans les zones cacaoyères est passé depuis quelques années par des transactions financières. Cette évolution traduit la pression croissante sur les ressources foncières et la valorisation économique des terres agricoles dans les nouvelles zones d'expansion cacaoyère. Quant au système du planter-partager, qui représente 20,23% des modes d'accès au foncier il constitue un système par lequel le producteur met en valeur la terre en échange d'un partage futur de la plantation avec le propriétaire terrien selon des modalités préalablement définies. Ce mode d'accès constitue une alternative pour les migrants ne disposant pas de ressources financières suffisantes pour acheter directement une parcelle. Il traduit également la persistance de formes d'arrangements fonciers hybrides mêlant logique coutumière et logique économique. Notons que ce mode est récent dans l'histoire de la cacaoculture de la Côte d'Ivoire.

2.3.2. Modalités d'accès à la terre

Les migrants ont accès à la terre par la modalité entre 80 000 F et 100 000 F (Tableau 7).

Tableau 7 : Modalités d'accès à la terre dans la sous-préfecture de Worofla

Modalités	Effectif	Pourcentage (%)
60 000 – 80 000	106	39,70%
80 000 - 100 000	110	41,20%
100 000-150 000	51	19,10%
Total	267	100%

Source : Nos enquêtes de terrain, 2026

La somme d'achet est située entre 80 000 F et 100 000 F dans la sous-préfecture de Worofla. En effet, 41, 20% des migrants qui ont acheté les terres l'on fait entre 80 000 F et 100 000 F. Á côté de cela, 39, 70 % ont eu les terres entre 60 000 à 80 000 F et 19,10 % déclarent un montant plus élevé, compris entre 100 000 et 150 000 F. Cette distribution montre que les deux premières tranches (60 000 – 100 000 F) concentrent à elles seules près de 80 % des enquêtés, ce qui indique que la majorité des personnes se retrouvent dans des niveaux de montant relativement modérés, tandis qu'une proportion plus faible (un peu moins de 20 %) atteint des montants plus élevés. Cette modalité relativement modérée est relative au fait des premières nouvelles migrations entre 2000 et 2010. Celle qui est plus élevée est caractérisée par un nouveau flux de migrants de 2011 à 2026.

2.3.3. Des superficies moyennes acquises par les migrants cacaoyers

Les migrants ont acquis de parcelles de terres d'une superficie allant de 1 hectares à plus de 5 hectares (tableau 8).

Tableau 8 : Les superficies acquise par les nouveaux migrants de Worofla par période

Périodes / Superficies	(2000-2005)	(2006-2010)	(2011-2015)	(2016-2020)	(2021-2026)	Effectif	%
(1-3ha)	0	0	2	2	2	6	2,25%
(4-5 ha)	2	24	47	63	24	160	59,93%
Plus de 5 ha	3	35	53	7	3	101	37,82%
Total	5	59	102	72	29	**267**	100%

Source : Nos enquêtes, 2026

A l'analyse du tableau, les parcelles de 4-5ha représentent plus de la moitié (59,93%). Cette forte proportion indique que la majorité des migrants privilégie des superficies moyennes pour développer leurs plantations cacaoyères. Selon nos enquêtés, à cette période (2006-2015), ce choix s'explique par la nécessité de disposer d'une superficie suffisante pour garantir une production rentable, tout en tenant compte des contraintes financières liées à l'acquisition des terres et à l'entretien des plantations. Ces exploitations de taille moyenne correspondent généralement au modèle dominant des exploitations familiales dans les zones cacaoyères ivoiriennes. En revanche, au cours de la période 2016-2026, la diminution du couvert forestier et la pression croissante sur les ressources foncières ont réduit les possibilités d'accès à de vastes parcelles, conduisant les nouveaux migrants à se contenter des superficies concernées. Quant à la superficie de plus de 5ha, elle représente 37,82%. Cette proportion relativement élevée montre qu'une part importante des migrants a pu avoir des moyens financiers ou des capacités d'investissement leur permettant d'acquérir de grandes superficies. Selon eux, leur objectif est souvent d'accroître la production de cacao et de consolider leur position économique à Worofla. Cette situation s'explique aussi par les périodes où la disponibilité foncière était encore relativement importante, notamment entre 2006 et 2015, où l'on observe respectivement 35 et 53 acquisitions dans cette tranche. Ces périodes correspondent à une phase d'expansion de la cacaoculture dans la sous-préfecture de Worofla, marquée par l'arrivée massive de nouveaux producteurs.

3. Discussion

Il ressort de cette étude que les nouvelles migrations cacaoyères dans la sous-préfecture de Worofla sont motivées par les facteurs socioéconomiques et environnementaux. En fait, les migrants cacaoyers installés dans la sous-préfecture de Worofla proviennent majoritairement des anciens fronts pionniers ivoiriens, notamment du Centre et du Centre-Ouest (Guémon et du Haut-Sassandra (64,07%)). En effet, l'économie de plantation ivoirienne repose sur une dynamique d'expansion pionnière caractérisée par le déplacement progressif des producteurs vers de nouvelles zones forestières lorsque les plantations vieillissent et que la fertilité des sols diminue (J P

Chauveau, 2000, p. 102). Dans ce contexte, les planteurs expérimentés issus des anciens fronts pionniers se redéploient vers des espaces agricoles encore disponibles. Parlant de la place du genre dans les mouvements migratoires, les résultats ont relevé que les hommes sont au premier plan dans le processus d'implantation avec 94,76 %. Les études de S K Amanor (2010, p. 110) et de J P Colin (2013, p. 94) confirment ces résultats. Ils affirment que la prédominance masculine s'explique également par la division sexuelle du travail et par les règles d'accès à la terre dans les systèmes fonciers ruraux d'Afrique de l'Ouest, qui favorisent généralement les hommes. Tout comme à Worofla 97% des migrants avaient l'âge compris entre 15 et 44 ans à leur arrivée, J K YAO et al (2018, p 88) soutiennent quant à eux qu'à Méagui la migration agricole concerne la jeunesse qui avaient comme principale motivation la recherche de terres fertiles pour assouvir leur besoin économique. Parlant des activités antérieures, les résultats ont montré également que plus de la moitié des migrants exerçaient déjà des activités agricoles (50,68%) avant leur installation. F Ruf (2015, p. 45) confirme cette dynamique. Pour lui, c'est une logique de « culture pionnière », dans laquelle les producteurs préfèrent migrer vers de nouvelles zones forestières plutôt que de réhabiliter des plantations anciennes. Enfin, la diversité ethnique des migrants ivoiriens observée à Worofla, dominée par les Baoulé (41,20 %) et les Sénoufo (11,61 %), confirme que la migration cacaoyère repose sur des réseaux migratoires multiethniques. F Ruf (1995, p. 63) et J P Chauveau (2000, p. 97) avaient déjà relevé qu'historiquement, les Baoulés ont joué un rôle majeur dans l'expansion des cultures de rente en migrant vers les zones forestières à la recherche de nouvelles terres agricoles. Dans le cas spécifique de Worofla, les migrants burkinabè représentent 34,83 % des migrants étrangers installés dans la zone d'étude. Les études de FAO (2004, p. 34) ; J P Colin (2011, p. 172) et J T Bassett (2015, p. 76) confirment ce résultat.

Plusieurs motivations expliquent les déplacements dans la Sous-préfecture de Worofla. Les motivations des migrants identifiées dans cette étude sont principalement liées aux facteurs socioéconomiques et la recherche de terres cultivables. F Ruf (2015, p. 52) confirme cette affirmation. L'auteur explique que la baisse de la fertilité des sols et l'apparition de maladies dans les plantations anciennes incitent les producteurs à rechercher de nouvelles terres agricoles. Les producteurs préfèrent souvent migrer vers de nouvelles zones forestières plutôt que d'investir dans la réhabilitation des anciennes plantations et des sols déjà dégradés. Cependant, E K Yao et al (2024, p 151) signifient que les effets des conditions agroécologiques du département de Séguéla dans la culture du cacao et l'attraction des migrants cacaoyers. Pour ces auteurs, la multitude d'ilots de forêts dissimilés dans tout le département, auxquelles s'ajoutent les forêts galeries tout au long des cours d'eau et une pluviométrie moyenne

annuelle supérieur à 1200 mm régulièrement repartie avec une température moyenne annuelle autour de 25°c constituent des éléments privilégiés pour la pratique de la cacaoculture. FAO (2021, p. 56) confirme cette idée. L'auteur souligne que la cacaoculture demeure une source essentielle de revenus pour les populations rurales ivoiriennes et pour la Côte d'Ivoire elle-même. Y Brou (2015, p 24) pense que l'augmentation du prix d'achat des matières premières agricoles est un facteur d'incitation des paysans. Ainsi, J P Chauveau (2000, p. 118) souligne que les réseaux migratoires constituent un élément structurant dans l'organisation des fronts pionniers agricoles. La présence de parents ou de membres d'une même communauté dans les zones d'accueil facilite l'installation des nouveaux migrants et leur accès aux ressources foncières.

Pour les modalités d'accès à la terre, l'achat (77,53%) constitue le principal mode d'acquisition foncière pour les migrants cacaoyers de Worofla. D Lavigne et al (2001, p.73) affirment que dans plusieurs régions forestières de Côte d'Ivoire, les transferts fonciers entre autochtones et migrants ont évolué vers des transactions monétaires assimilables à des ventes de terres, traduisant l'émergence d'un véritable marché foncier rural. Par ailleurs, J P Colin (2006, p 29) et J P Chauveau et al (2010, p 18) confirment ces modes comme la réponse à l'intensification des cultures pérennes telles que le cacao et la raréfaction des espaces forestiers. Cette évolution traduit une individualisation progressive des droits fonciers et une valorisation économique accrue des terres agricoles. Les résultats ont signifié également que le Planter-partager constitue une modalité dans l'accès de terres pour les migrants cacaoyers de Worofla. Cette idée a retenu l'attention de CIRAD (2021, p. 235) et S K Kra (2014, p 41). Ils confirment ce mode comme une forme contractuelle qui s'apparente parfois à une forme de métayage agricole, dans laquelle le propriétaire fournit la terre tandis que l'exploitant prend en charge les coûts de mise en valeur et d'entretien de la plantation avant le partage de la plantation à la maturité. Par ailleurs, J P Colin (2011, p 169) considère ce contrat comme une innovation institutionnelle permettant de réguler les relations entre autochtones et migrants dans un contexte de raréfaction des terres et d'affaiblissement des mécanismes traditionnels de tutorat. Ce constat est confirmé par nos résultats.

Conclusion

L'analyse des migrations cacaoyères à Worofla met en lumière une recomposition majeure des dynamiques agricoles en Côte d'Ivoire. Ces nouvelles mobilités s'inscrivent dans la continuité des fronts pionniers, portées par la dégradation des sols et la saturation foncière dans les anciennes zones de production. Worofla apparaît alors comme un nouvel

espace d'opportunités, attirant des migrants jeunes, majoritairement masculins et issus de régions agricoles en crise. Leur installation repose sur un accès à la terre désormais dominé par l'achat, signe d'une monétarisation croissante du foncier rural. La diversité ethnique observée confirme le rôle central des réseaux migratoires dans l'ouverture de ce nouveau front. Au-delà de l'installation, ces migrations traduisent une stratégie économique visant la création d'exploitations familiales viables.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Amanor Kojo Sebastian (2010) : « *Family values, land sales and agricultural commodification in south-eastern Ghana* », Africa, 80(1), pp 104-125.
2. Angboh Aké Xavier Jorès (2021) : « Dynamique de l'occupation du sol dans le département de Séguéla (Nord-ouest de la Côte d'Ivoire) », Mémoire de MASTER en Génie de l'Eau et de l'Environnement, Université Jean Lorognon Guédé de Daloa, 36p
3. Bassett Thomas Jerome (2015) : « Cacao, migration and rural livelihoods in West Africa : Land, labor, and social change in Côte d'Ivoire and Ghana », Geoforum, 64, pp 321-331.
4. Brou Yao (2005) : « Climat, mutations socio-économiques et paysages en Côte d'Ivoire, mémoire des synthèses des activités scientifiques présenté en vue de l'obtention de l'habitation à diriger des recherches, USTL,212p.
5. Chauveau Jean-Pierre (2000) : « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'État », Politique Africaine, 78, pp 94-125.
6. Chauveau Jean-Pierre, COLIN Jean-Philippe. (2010) : « *Customary Transfers and Land Sales in Côte d'Ivoire* », *Revisiting the Embeddedness Issue*. *Africa, 80*(1), pp 81–103
7. CIRAD (2021) : « La filière cacao en Côte d'Ivoire : enjeux économiques, sociaux et environnementaux », Montpellier : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), 32 p.

8. Colin Jean-Philippe (2006) : « Les arrangements fonciers entre autochtones et migrants dans les zones de plantation ivoirienne », Revue Tiers Monde, 47(187), pp 609-628.
9. Colin Jean-Philippe et RUF François (2011) : « Une économie de plantation en devenir : l'essor des contrats de planter-partager comme innovation institutionnelle dans les rapports entre autochtones et étrangers en Côte d'Ivoire », Revue Tiers Monde, 207, pp 169-187.
10. Colin Jean-Philippe (2011) : « Land tenure security and investment in African agriculture : New evidence from Côte d'Ivoire », World Development, 39(3), pp 380-390.
11. Colin, Jean-Philippe, LAVIGNE Delville, Philippe, et LE MEUR Pierre-Yves (2016) : « *The politics of land markets in Africa »*, Africa Development / Afrique et Développement, 41(3), pp 27-52.
12. Colin Jean-Philippe et WOODHOUSE Philip (2018) : « Land markets and land institutions in Africa : New evidence from Côte d'Ivoire », World Development, 101, pp 148-160.
13. Colin Jean-Philippe (2013) : « Securing rural land transactions in Africa : An institutional perspective ». World Development, 54, pp 187-200.
14. FAO (2004) : « *FAO Production Yearbook 2004 : Cocoa and other commodity statistics »*. Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.
15. FAO (2021) : « *FAOSTAT :* Crops and livestock products – Cocoa beans production. », Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.
16. Ibo, Guéhi Jonas (2007) : « Fronts pionniers et retraits de terres : points de vue sur la sécurisation du foncier en Côte d'Ivoire », Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, (1), pp 3-19.
17. Kouadio Kouakou Fulgence (2022) : « cacaoculture et écosocialisme en côte d'ivoire : vers une réforme marxienne de la production cacaoyère », Ziglôbitha, Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations Éditeur : Ziglôbitha, Université Péléforo Gon Coulibaly – Côte d'Ivoire, RA2LC n°05 pp.375-388.
18. Kouassi Aya Madeleine et N'guessan Kouassi Guillaume, ASSI Kopeh Jean Louis (2024) : « crise cacaoyère et résilience des planteurs dans la sous-préfecture de Bédiala (Centre-Ouest de la cote d'ivoire), in Le cacao, les défis nationaux d'une filière stratégique dans la lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest, tome 2, l'Harmattan, pp 229-252.
19. Kra Koffi Siméon, 2015, « le phénomène du « di-tchê » et tensions dans les zones forestières de la Côte d'Ivoire : le cas de la sous-

préfecture de Ouragahio », Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, n°2, P 40-46.
20. Lavigne Delville Philippe, Toulmin Camille, Colin Jean-Philippe, Chauveau Jean-Pierre (2001) : « *Negotiating access to land in West Africa : A synthesis of findings from research on derived rights to land* », International Institute for Environment and Development (IIED), London, 40p.
21. Leonard Emmanuel (2003) : « *Land tenure, migration and frontier dynamics in the Ivorian cocoa economy* », Development and Change, 34(5), pp 863-888.
22. Ruf François. (1995) : « Bois et cacao : la forêt et les cycles de la cacaoculture en Côte d'Ivoire », Cahiers des Sciences Humaines, 31(3), pp 673-695.
23. Ruf François (2015) : « Economic and ecological aspects of diversification in cocoa systems » Agroforestry Systems, 89(3) pp 1-12.
24. Ruf François, Salvan Marie, Kouamé Jérôme (2020) : « Qui sont les planteurs de cacao de Côte d'Ivoire ? », Papiers de Recherches, 130, pp. 1-111.
25. Yao Koffi Edouard, Kouame Déhédé Paul Eric(2024) : « les méthodes culturales innovantes adoptées par les cacaoculteurs du Département de Séguéla (Nord-Ouest) de la Côte d'Ivoire) », in Le cacao, les défis nationaux d'une filière stratégique dans la lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest, tome 1, le Harmattan, pp 147-162.
26. Yao Kouadio Jules, Alla Kouadio Augustin, Coulibaly Sidiki Youssouf (2018) : « Les migrants agricoles dans la restructuration de l'espace rural : cas du département de Meagui au sud-ouest de la Côte d'Ivoire », International Journal of Humanities and Social Science Research, Volume 4 ; Issue 6 ; November 2018 ; Pp 81-90.